

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 04 au 10 mars 2017

Rappel, la semaine dernière : Affaire Fillon, Campagne présidentielle, Moralisation de la vie politique ...

Campagne-élection présidentielle : en hausse, modéré

Près d'une soixantaine de commentaires vous ont été adressés cette semaine sur la campagne électorale.

L'ensemble de ces électeurs semblent désespérer d'une campagne « *navrante* », dans un climat politique « *délétère* ». L'avenir de la démocratie et du régime républicain sont souvent cités comme les enjeux profonds de cette élection, lui conférant un caractère à la fois « *inédit et tragique* ».

Dans ce contexte, **ils sont une trentaine à exprimer leurs remerciements au Chef de l'Etat pour son action et leurs regrets de ne pas le voir se représenter.**

Parmi eux, 40% souhaitent explicitement une nouvelle candidature de François Hollande, une proportion qui reste stable au fil des semaines. Ces correspondants se positionnent en réaction au « *chaos à droite* », à la faiblesse de la candidature de B. Hamon dont le programme est jugé sévèrement : « *amateurisme* », « *pas à la hauteur* », voire « *non-sens* » pour certains. Ces sympathisants de gauche estiment qu'une candidature leur permettrait d'éviter « *une débâcle* », de redonner du « *sérieux* » et de la hauteur à une campagne dominée par des « *chamailleries* » : « *vous seul avez les qualités pour exercer la fonction : expérience, honnêteté, et des résultats qui montrent que votre politique porte ses fruits comme annoncé* ». Ils sont plusieurs à réclamer plus de prises de positions publiques, notamment à la télévision pour contrecarrer la progression de l'extrême droite et « *démonter les arguments et tactiques des populistes* ».

Bien que peu commentées, les prises de positions présidentielles contre l'extrême droite ont entraîné six réactions très partagées et tranchées : si la moitié rejoignent le constat du Chef de l'Etat sur la menace d'une arrivée au pouvoir du FN (« *Le Pen est une fasciste, si elle arrivait au pouvoir ce serait la fin de notre démocratie* »), l'autre moitié émanent de militants ou sympathisants frontistes remontés contre le Président qui « *fout le bordel contre le FN* » : « *Vous dites "la France ne cèdera pas" mais vous n'êtes pas la France, seulement son Président. Comment en êtes-vous si certain : M. Le Pen va-t-elle être mise en examen après le dépôt de sa candidature ?* ».

Au niveau des soutiens aux personnalités en course : Emmanuel Macron recueille le plus d'intentions de vote d'abord au motif qu'il est le mieux placé pour « *faire barrage au FN* », ensuite par rejet de la candidature de B. Hamon : « *je ne voterai pas pour le frondeur B. Hamon qui vous a fait du tort aussi, comme je ne suis pas du tout de droite ni des extrêmes, je voterai E. Macron* ». Le candidat socialiste ne recueille que 2 soutiens dont l'un encourage à un rapprochement avec J.L. Mélenchon quand l'autre appelle le Président à se prononcer en sa faveur. 3 annoncent un vote en faveur de Marine Le Pen. Les projets d'abstention et de vote blanc stagnent et sont rejoints par autant d'électeurs se déclarant indécis.

Enfin, 4 personnes demandent un report de l'élection le temps de « *remettre de l'ordre* » car dans ce contexte marqué par les affaires, « *ce sont les citoyens qui se retrouvent en situation d'empêchement* ».

Affaire Fillon et moralisation de la vie politique : en baisse, faible

Avec moins d'une dizaine d'interventions, l'affaire Fillon est de moins en moins commentée. La théorie d'un complot institutionnel fomenté par le Président pour « *abattre* » F. Fillon et « *faire élire [votre] poulain E. Macron* » n'est plus reprise que par une poignée de correspondants, tandis que quelques autres relativisent désormais la mise en cause de leur candidat : « *balayez devant votre porte* ».

Par ailleurs, les attentes en matière de moralisation de la vie politique restent présentes. Parmi les onze interventions sur le sujet, près de la moitié plaident pour des contrôles accrus dans la gestion des fonds alloués aux parlementaires ainsi qu'une baisse de leurs indemnités.

Affaire Théo / Violences urbaines : 2